

الضمانة القضائية للحقوق الأساسية المشتركة : محكمة العدل في مواجهة  
مجتمع القانون

فهرس رسالة دكتوراه

# Table des matières

AVERTISSEMENT .....	iii	
REMERCIEMENTS .....	v	
TABLE DES ABRÉVIATIONS.....	vii	
SOMMAIRE.....	ix	
<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>	
I. Les incertitudes sur la garantie des droits fondamentaux communautaires.....	5	
I. Préalables sur la méthode retenue .....	13	
A. Détermination de la démarche méthodologique.....	13	
B. Détermination de la démarche linguistique .....	15	
III. Délimitation du sujet .....	18	
A. Une garantie de l'Union et de la Communauté européennes de droit .....	18	
B. Une garantie des droits fondamentaux communautaires .....	20	
1. L'autonomisation des droits fondamentaux communautaires.....	22	
2. L'identification des droits fondamentaux communautaires .....	24	
C. Une garantie juridictionnelle .....	27	
D. Une garantie efficiente .....	29	
1. Le recours à l'outil statistique.....	30	
2. L'utilité des stages .....	32	
IV. Orientation de la démarche .....	36	
<b>Première partie</b>		
<b>Le fondement équivoque de la garantie juridictionnelle des droits fondamentaux communautaires.....</b>		<b>40</b>
<b>TITRE PREMIER LA CARACTÉRISATION DE L'UNION ET DE LA COMMUNAUTÉ DE DROIT</b>		<b>43</b>
<i>Chapitre premier La hiérarchie des normes communautaires : un caractère méconnu..</i>		<i>50</i>
Première section. L'unité nécessaire de la norme « première » communautaire .....		52
§1. La substance juridique de l'engagement communautaire .....		52
A. La formation d'une norme « première » communautaire opposable.....		53
B. La formation d'une norme « première » communautaire irréversible.....		54
1. L'inopposabilité de la réforme nationale partielle .....		54
2. L'inopposabilité de la réforme nationale globale et isolée .....		55
§2. L'ambivalence politique de l'engagement communautaire .....		58
A. La persistance des souverainetés nationales.....		59
B. Les consentements nationaux progressifs.....		60
Deuxième section. La singularité consécutive du lien de subordination normative .....		63
§1. La <i>communautarité</i> , opportunité d'un vocable nouveau.....		63
A. Les lacunes de la légalité.....		64
B. Les qualités de la communautarité.....		67
§2. La <i>communautarité</i> , opportunité d'un vocable opérationnel.....		69
A. La communautarité endogène.....		70
B. La communautarité subjective.....		71

Troisième section. La multiplicité délicate des normes de concrétisation nationale.....	74
§1. Le paradoxe de la concrétisation.....	74
A. L'amplification du paradoxe dans le contexte communautaire.....	76
1. L'émission de la norme communautaire.....	77
2. La réception de la norme communautaire.....	78
B. Les répercussions sur l'autonomie du droit communautaire.....	79
§2. La parade du principe hiérarchique.....	81
A. L'altération de la vision pyramidale du droit communautaire.....	82
1. La contestation de la vision pyramidale du droit communautaire.....	83
2. L'alternative de la logique matricielle.....	84
B. La pertinence du principe hiérarchique en droit communautaire.....	87
1. L'identification du principe hiérarchique.....	87
2. L'opportunité du principe hiérarchique.....	89
<b>Chapitre deuxième La garantie des normes communautaires : un caractère critiqué.....</b>	<b>94</b>
Première section. Les progrès de la garantie vis-à-vis des requérants ordinaires.....	98
§1. La proclamation d'un droit au recours communautarisé.....	98
A. La reconnaissance contextuelle du droit au recours.....	99
1. Le droit au recours limité aux procédures nationales.....	99
2. Le droit au recours généralisé aux procédures communautaires.....	101
B. Le droit au recours face au déni de justice.....	103
1. La possibilité du déni de justice.....	104
2. L'impossibilité du déni de justice.....	106
§2. La recevabilité forcément limitée des recours intentés par les particuliers.....	109
A. Le repli de 1957.....	110
B. L'approche de 1994.....	113
C. L'essai de 2002.....	115
1. Les conclusions de l'avocat général JACOBS sur l'affaire <i>UPA</i> .....	115
2. L'arrêt du TPICE <i>Jégo-Quéré</i> .....	116
3. L'arrêt de la CJCE <i>UPA</i> .....	117
Seconde section. Les progrès de la garantie vis-à-vis des autorités nationales.....	120
§1. La responsabilité élargie pour violation du droit communautaire.....	121
A. La reconnaissance audacieuse de la responsabilité de l'État législateur.....	122
B. L'extension novatrice de la responsabilité de l'État du fait de ses juridictions.....	124
1. Le principe de la jurisprudence <i>Köbler</i> .....	124
2. La portée de la jurisprudence <i>Köbler</i> .....	126
§2. La responsabilité approfondie pour manquement au droit communautaire.....	129
A. La mise en œuvre nouvelle du recours en manquement sur manquement.....	130
B. La mise en œuvre spectaculaire du recours en manquement sur manquement.....	132
<b>Chapitre troisième</b>	
<b>Les droits fondamentaux communautaires : un caractère controversé.....</b>	<b>138</b>
Première section. La caractérisation discutable de la « structure de droit » en général.....	139
§1. Un caractère logiquement contingent.....	140
A. La non-exigence théorique.....	140
B. L'enrichissement pratique.....	144
§2. Un caractère intrinsèquement flou.....	146
A. Un titulaire ontologiquement variable.....	148
B. Une universalité précisée.....	151

Seconde section. La caractérisation évolutive des « structures de droit » communautaires ..	154
§1. Le développement parallèle des droits fondamentaux et de la Communauté de droit ..	156
A. L'apparition autonome des droits fondamentaux communautaires.....	156
1. La reconnaissance des droits fondamentaux communautaires.....	157
2. La spécification des droits fondamentaux communautaires .....	158
3. Le développement des droits fondamentaux communautaires .....	161
B. L'apparition autonome de la Communauté de droit .....	162
1. La jurisprudence <i>Les Verts</i> .....	163
2. La jurisprudence ultérieure .....	164
§2. La convergence des droits fondamentaux et de l'Union de droit .....	165
A. L'impulsion textuelle.....	165
B. Le processus jurisprudentiel .....	167
1. Les tâtonnements circonspects de la CJCE.....	167
2. Les développements audacieux du TPICE.....	169
<b>TITRE SECOND LA DÉTERMINATION DE LA MISSION DES JUGES.....</b>	<b>173</b>
<i>Chapitre préliminaire. Considérations sur la légitimité des juges en général.....</i>	<i>177</i>
I. La légitimité fonctionnelle .....	178
II. La légitimité institutionnelle .....	179
III. La légitimité éthique.....	181
<i>Chapitre premier.</i>	
<i>La reconnaissance légitime des principes généraux du droit communautaire.....</i>	<i>185</i>
Première section. Le fondement de la légitimité des juges .....	188
§1. Des garanties statutaires dépréciées.....	191
A. L'indépendance sous-estimée des juges .....	193
1. Un renouvellement du mandat pondéré par le secret des délibérés .....	193
2. Un renouvellement du mandat potentiellement salutaire.....	196
B. L'autonomie sous-évaluée de l'institution.....	199
§2. Une responsabilité démocratique méprisée .....	203
A. Le juge légitime au sein de la sphère de communautarité endogène.....	203
B. Le juge légitime au sein de la sphère de communautarité surjective.....	206
Seconde section. Le domaine de la légitimité des juges .....	208
§1. L'interprétation de l'esprit textuel .....	211
A. Le matériel de l'interprétation .....	212
B. Le potentiel de l'interprétation .....	215
§2. L'autorégulation de l'esprit textuel.....	218
A. Une interprétation pondératrice au sein de la sphère de communautarité endogène.....	219
B. Une interprétation pondérée au sein de la sphère de communautarité surjective .....	222
<i>Chapitre second</i>	
<i>La reconnaissance légitimée des droits fondamentaux communautaires.....</i>	<i>228</i>
Première section. La novation méconnue de l'engagement communautaire .....	230
§1. La légitimation insinuante des juges nationaux .....	230
A. La pertinence de l'intervention.....	230
1. L'intervention des juges constitutionnels nationaux.....	231
2. Le rôle des juges ordinaires nationaux.....	233
B. Le sens de l'intervention.....	235
§2. L'importation de droits fondamentaux exogènes .....	238

A. Des traditions constitutionnelles communes non opérationnelles .....	240
B. Le faux-fuyant de la CESDH.....	241
Seconde section. La novation ambivalente de la mission des juges.....	245
§1. La légitimation inachevée des pouvoirs politiques nationaux .....	246
A. Une codification « à droit constant » incomplète .....	246
B. Une proclamation de droits réfrénée.....	249
§2. La légitimité stagnante du juge communautaire .....	252
A. L'impossible révolution prétorienne.....	252
B. Le difficile prolongement des droits fondamentaux communautaires .....	255

## Seconde partie

### **La mise en œuvre équilibrée de la garantie juridictionnelle des droits fondamentaux communautaires .....263**

#### **TITRE PREMIER. LA PRATIQUE CONSTRUCTRICE ..... 267**

##### *Chapitre premier. Des droits fondamentaux étoffés..... 271*

Première section. L'emprise procédurale croissante des droits fondamentaux.....	276
§1. L'opportunité des différents recours .....	277
A. Le recours en annulation.....	280
B. Le renvoi préjudiciel.....	284
C. Le recours en responsabilité.....	287
D. Le recours en carence .....	291
E. Le recours en constatation de manquement .....	295
F. Le recours contre une sanction.....	299
G. Synthèse.....	305
§2. L'importance de la qualité du requérant .....	308
A. Les requérants institutionnels .....	308
1. Les institutions communautaires.....	308
2. Les États membres .....	312
B. Les particuliers et les fonctionnaires.....	315
1. Les sociétés et personnes morales .....	316
2. Les individus .....	322
3. Les fonctionnaires .....	327
C. Synthèse .....	331
Seconde section. L'emprise matérielle persistante de certains droits fondamentaux.....	334
§1. Les droits quantitativement majoritaires.....	337
A. La proportionnalité .....	337
B. La sécurité juridique .....	340
C. La confiance légitime.....	343
D. Le principe d'égalité et de non-discrimination.....	346
E. Les droits de la défense et les garanties procédurales .....	349
§2. Les droits qualitativement révélateurs .....	352
A. Le droit à un recours juridictionnel.....	353
B. Le droit de propriété.....	356
C. Le libre exercice de l'activité économique .....	358

D. L'inviolabilité du domicile .....	360
E. Le droit au respect de la vie privée .....	362
F. La liberté d'expression.....	365
G. La liberté d'association.....	367
H. La liberté syndicale.....	369
§3. Synthèse.....	371
<b>Chapitre second. Une protection optimisée .....</b>	<b>379</b>
Première section. L'articulation efficace des instances communautaires .....	380
§1. La collaboration procédurale du pourvoi.....	381
A. L'importance des pourvois devant la CJCE .....	382
B. La performance des pourvois devant la CJCE.....	385
§2. La collaboration substantielle sur la Charte.....	390
A. Les hésitations du TPICE .....	392
1. La promotion de la Charte .....	392
2. L'alignement sur la position de la CJCE.....	393
3. Le maintien de certaines résistances en faveur de la Charte .....	394
B. Le débat entre les avocats généraux et les juges de la CJCE.....	396
1. La volonté unanime des avocats généraux non suivie par la CJCE .....	401
2. Les tergiversations initiées par le silence de la CJCE.....	403
C. Vers un revirement de jurisprudence de la CJCE avec l'arrêt Parlement c/ Conseil du 27 juin 2006 (?) .....	408
1. Le rejet de la théorie de l'acte interinstitutionnel.....	409
2. L'intérêt confortatif de la Charte.....	411
Seconde section. Le développement soutenu du dialogue des juges .....	413
§1. La coopération avec les juges nationaux .....	414
A. De la Cour de justice vers les juges nationaux .....	415
B. Des juges nationaux vers la Cour de justice .....	417
1. L'usage classique du renvoi préjudiciel.....	418
2. L'usage orienté du renvoi préjudiciel .....	421
§2. La coopération avec la CEDH .....	426
A. De la Cour de justice vers la CEDH .....	427
1. Les divergences inexistantes .....	428
2. Les divergences avortées .....	429
B. De la CEDH vers la Cour de justice .....	433
1. Le respect attentiste.....	434
2. Vers un respect agissant.....	437
<b>TITRE SECOND. LES PERSPECTIVES CONSTRUCTIVES .....</b>	<b>443</b>
<b>Chapitre premier. Les révolutions envisagées.....</b>	<b>446</b>
Première section. L'enracinement des droits fondamentaux .....	447
§1 . Le principe de l'adhésion.....	450
A. L'inopportunité initiale.....	450
1. Les contingences diplomatiques .....	451
2. Le resserrement des obstacles juridiques .....	453
B. Le bénéfice révélé.....	456
1. Une solution alternative .....	456
2. Une solution positive .....	458
§2. La critique de l'adhésion .....	461

A. L'inutilité douteuse.....	462
1. Une théorie inspirée de la succession d'États.....	462
2. Une théorie négligeant l'essence de la succession d'États.....	464
B. L'insuffisance globale.....	466
1. Une rationalisation déficiente.....	467
2. Vers un parachèvement prospectif.....	470
Deuxième section. L'affermissement de la place de l'individu.....	473
§1. La transformation de la situation des individus.....	475
A. Le dépassement de l'individu « situé ».....	475
B. L'entrave à l'individu pleinement citoyen.....	477
§2. L'élargissement de la recevabilité des recours.....	479
A. La clarification nécessaire de la hiérarchie des normes communautaires.....	480
B. L'ajustement de la compétence de la Cour de justice.....	482
<i>Chapitre second. Les évolutions concevables.....</i>	<i>488</i>
Première section. L'amélioration du système juridictionnel communautaire.....	490
§1. L'organisation interne de la Cour de justice au bénéfice du droit au recours.....	490
A. L'intérêt de nouvelles chambres spécialisées.....	492
1. L'allègement manifeste du TPICE.....	493
2. La spécialisation positive de la justice communautaire.....	494
B. Le réajustement des compétences entre le TPICE et la CJCE.....	496
§2. L'optimisation de la coopération de juge à juge au bénéfice des droits fondamentaux.....	500
A. L'enjeu de la formation des juges nationaux.....	500
1. Les gains reconnus.....	501
2. Les risques de perte exagérés.....	502
B. Le besoin d'une formation renouvelée des juges nationaux.....	504
1. Des actions d'encouragement communautaires trop ponctuelles.....	505
2. L'ambition d'un réseau assis sur les nouvelles technologies.....	507
Seconde section. Le dépassement nécessaire des mentalités.....	510
§1. La relativité juridique au service des droits fondamentaux.....	512
A. La nécessité d'intégrer la relativité juridique.....	513
B. La gestion de la relativité par la sélection des recours.....	514
§2. L'autorégulation des juges fondée sur le respect mutuel : l'exemple du Conseil constitutionnel français.....	516
A. La loyauté envers les juges de la communautarité endogène.....	519
B. La considération des autres juges de la communautarité surjective.....	521
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>527</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>537</b>
<b>INDEX ALPHABETIQUE.....</b>	<b>565</b>
<b>INDEX DE LA JURISPRUDENCE CITEE.....</b>	<b>577</b>
<b>RECAPITULATIF DES TABLEAUX ET DES SCHEMAS PRESENTES.....</b>	<b>595</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>599</b>